

19 : Énergies

Une crise des énergies fossiles s'annonce, en raison de la progression de la consommation par de pays comme la Chine et l'Inde, mais aussi une crise climatique due aux gaz à effet de serre. A ce moment critique, **l'État ne doit pas abandonner l'outil qu'il s'est forgé pour la politique énergétique**. Les tarifs du gaz naturel ont augmenté de 20% depuis un an et plus de 60% depuis 2005.

On se retrouve dans une situation de dépense énergétiquement intenable pour les foyers français d'autant qu'à cette augmentation s'ajoute à celle de l'électricité qui s'élève, respectivement, à 6 et 17%. Toutes ces factures sont à la double charge des Français, en tant que consommateur et en tant que contribuable, pour les aides sociales et les impayés. A aucun moment la moindre contribution n'est demandée aux fournisseurs d'énergie dont les bénéficiaires s'envolent.

Le gouvernement doit exiger une transparence totale sur les coûts réels d'approvisionnement et notamment ceux du gaz qui ont baissé à l'échelle mondiale.

La dimension européenne est essentielle, pour garantir la sécurité de nos approvisionnements et la diversification de la production énergétique. **Il faut une politique de l'énergie européenne, qui ait les moyens d'induire ce changement réel de comportement, et en même temps de faire exemple et convaincre les autres puissances**. De même, comme le souligne le drame nucléaire du Japon, **tout pays doit être doté d'un « mix énergétique » équilibré. Quelle que soit la part qu'il faut attribuer au nucléaire, il est certain dans ce cadre que le poids des énergies renouvelables est appelé à augmenter**. Or, on l'a vu avec la décision du gouvernement de contenir le boom de l'industrie photovoltaïque en France : les énergies renouvelables coûtent chers. C'est un enjeu majeur à un moment où nos finances publiques sont exsangues.

Dans un tel contexte, il est urgent d'examiner les solutions possibles. **Le préalable est d'abord plus de transparence. Le gouvernement doit montrer qu'il fait son maximum pour concilier l'objectif de développement des énergies renouvelables et d'une filière industrielle à moindre coût**. Il ne serait pas normal que des subventions excessives soient versées aux énergéticiens au détriment des particuliers et des PME. Tout doit être fait pour soutenir la filière au juste prix.

Rappelons-le, l'objectif pour les principales énergies renouvelables est au minimum d'arriver d'ici 2020 à la "parité réseau", c'est-à-dire sans subventions. Le gouvernement fait preuve de faiblesse vis-à-vis des fournisseurs. Il fait ce qu'ils lui demandent alors même que l'État est actionnaire, notamment à GDF qui mène là une opération visant, non pas à répercuter une hausse mais à faire des bénéfices.

On doit plaider pour une stratégie énergétique européenne afin d'instaurer un rapport de force avec les fournisseurs d'énergie